



Règlement de Consultation

Juillet 2025

Version définitive

CONTRAT DE PRESTATIONS

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

OBJET DU MARCHÉ :

AÉROPORT DE SAINT-MARTIN

- 1- Inspection filtrage des passagers et de leurs bagages de cabine (ultérieurement dit IFPBC) ;
- 2- Inspection filtrage des bagages de soute (ultérieurement dit IFBS) ;
- 3- Contrôle d'accès et/ou l'inspection filtrage des équipages et du personnel aéroportuaire avec surveillance et gestion des accès (ultérieurement dit IFP) ;
- 4- Inspection filtrage des personnes et des véhicules ;
- 5- Rondes et patrouilles.
- 6- Délivrance et récupération des TCA Accompagné, TCA Temporaire et LPV.
- 7- Surveillance permanente de la ZPAR

Maître d'ouvrage :

EDEIS AÉROPORT SAINT-MARTIN

Adresse :
Aéroport de Saint-Martin Grand Case
Route de l'Espérance
97150 SAINT-MARTIN

Date limite de réception des offres :

15 septembre 2025

Heure :

12h00

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET ET DUREE DU CONTRAT	4
1.1. Objet du contrat.....	4
1.2. Durée du contrat – Reconduction – Délais d’exécution.....	4
2.1 Procédure de passation.....	4
2.2 Liste des documents transmis à chaque prestataire consulté.....	4
2.3 Modifications de détail au dossier de consultation	4
2.4 Délai de validité des offres	4
2.5 Mode de dévolution	4
2.6 Visite des lieux d’exécution du marché	5
ARTICLE 3 – RETRAIT DU DOSSIER.....	5
ARTICLE 4 – PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	5
ARTICLE 5 – JUGEMENT DES OFFRES ET ATTRIBUTION DU MARCHÉ	7
5.1 Jugement des offres	7
5.2 Attribution du contrat	8
ARTICLE 6 - CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	9
6.1 Généralités	9
6.2 Remise des candidatures et des offres sous forme dématérialisée	9
ARTICLE 7 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	10
ANNEXE 1 : CONDITIONS d’EXCLUSION	11
ANNEXE 2 – DC1 – LETTRE DE CANDIDATURE.....	14
ANNEXE 3 – DC2 – DECLARATION DU CANDIDAT	17
ANNEXE 4 - DECLARATION SUR L'HONNEUR.....	21

ARTICLE 1 - OBJET ET DUREE DU CONTRAT

1.1. Objet du contrat

Le marché est unique :

Le marché qui sera conclu à la suite de la procédure engagée aura pour objet l'exécution de :

AEROPORT DE SAINT-MARTIN

- 1- Inspection filtrage des passagers et de leurs bagages de cabine (ultérieurement dit IFPBC) ;
- 2- Inspection filtrage des bagages de soute (ultérieurement dit IFBS) ;
- 3- Contrôle d'accès et/ou l'inspection filtrage des équipages et du personnel aéroportuaire avec surveillance et gestion des accès (ultérieurement dit IFP) ;
- 4- Inspection filtrage des personnes et des véhicules ;
- 5- Rondes et patrouilles.
- 6- Délivrance et récupération des TCA Accompagné, TCA Temporaire et LPV.
- 7- Surveillance permanente de la ZPAR

Lieu d'exécution :

Aéroport Saint Martin Grand Case (97150)

Le marché sera attribué à un seul opérateur

1.2. Durée du contrat – Reconduction – Délais d'exécution

La durée du marché et les délais d'exécution et les conditions de reconduction figurent à l'acte d'engagement (art. 3).

ARTICLE 2 – ORGANISATION DE LA CONSULTATION

2.1 Procédure de passation

Le présent marché est passé selon une procédure adaptée librement définie par le Maître d'ouvrage

2.2 Liste des documents transmis à chaque prestataire consulté

- le présent RDC
- le cadre d'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes (Bordereau de prix Unitaires et Détail Estimatif)
- le Cahier des Clauses Administratives et Techniques Particulières (CCATP) et ses annexes

2.3 Modifications de détail au dossier de consultation

Le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'apporter au plus tard 8 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats la date limite ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.4 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 180 jours (Cent quatre vingt jours) à compter du délai de remise des offres

2.5 Mode de dévolution

contrat unique

Il n'est pas prévu de décomposition en lots. Un seul marché sera passé pour la réalisation des prestations au sein duquel :

Il est prévu une décomposition en prestations « techniques ».

1. L'inspection filtrage des passagers et de leurs bagages de cabine (ultérieurement dit IFPBC) ;
2. L'inspection filtrage des bagages de soute (ultérieurement dit IFBS) ;
3. Le contrôle d'accès et/ou l'inspection filtrage des équipages et du personnel aéroportuaire avec surveillance et gestion des accès (ultérieurement dit IFP) ;
4. L'inspection filtrage des personnes et des véhicules ;
5. Rondes et patrouilles.
6. Délivrance et récupération des TCA Accompagné, TCA Temporaire et LPV.
7. Surveillance permanente de la ZPAR

2.6 Visite des lieux d'exécution du marché

La visite sur site n'est pas obligatoire.

Toutefois, chaque candidat est réputé avoir visité les lieux et avoir pris connaissance pleine et entière des ouvrages, des travaux à exécuter et des difficultés de toute origine qui peuvent en résulter et qui nécessitent des précautions particulières.

Aucune contestation ne peut de ce fait être retenue au cours des travaux.

Sur demandes des candidats, une visite sur site pourra être programmée.

Cette demande devra être faite au moyen du profil d'acheteur au plus tard 15 jours avant la date limite de réception des plis.

La date sera fixée par l'EDEIS Aéroport Saint-Martin sur la base des demandes formulées.

ARTICLE 3 – RETRAIT DU DOSSIER

L'entité adjudicatrice informe les candidats que le dossier de consultation est dématérialisé.

Les candidats qui le souhaitent peuvent obtenir l'ensemble du dossier de consultation sous forme physique électronique en s'adressant à l'entité adjudicatrice.

Le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) peut être consulté et téléchargé gratuitement à l'adresse suivante : <https://www.marches-securises.fr>.

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition par l'entité adjudicatrice, les opérateurs économiques devront disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants :

- Fichiers compressés au standard *.zip (lisibles par Winzip, Quickzip) ;
- Adobe® Acrobat® *.pdf (lisibles par le logiciel Adobe Reader) ;
- *.doc ou *.xls version 2000-2003 (lisibles par Microsoft Office ou OpenOffice)
- Rich Text Format *.rtf ;
- Le cas échéant le format DWF (lisibles par les logiciels Autocad, ou des visionneuses telles que Autodesk DWF viewer, etc.).

Lors du téléchargement du dossier de consultation, il est recommandé à l'entreprise de créer un compte sur la plateforme de dématérialisation où il renseignera notamment le nom de l'organisme soumissionnaire, et une adresse électronique afin de la tenir informée des modifications éventuelles intervenant en cours d'une procédure (ajout d'une pièce au DCE, envoi d'une liste de réponses aux questions reçues...).

Le candidat est informé que seul l'exemplaire du dossier de consultation détenu par l'entité adjudicatrice fait foi.

ARTICLE 4 – PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les candidats auront à produire les pièces ci-dessous définies rédigées en langue française.

CONSULTATION SURETE 2025

EDEIS Aéroport Saint Martin Grand Case
Route de l'Espérance

1. Éléments nécessaires à la sélection des candidatures :

Chaque candidat ou chaque membre de l'équipe candidate devra produire les pièces suivantes :

2. Situation juridique

- Déclaration sur l'honneur : Le candidat produit une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés en annexe 1 du Présent Règlement de consultation ;
- Engagement : Le candidat produit si nécessaire les pouvoirs des personnes habilitées à l'engager juridiquement ;
- Formulaire Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses cotraitants ; cadre joint au présent dossier en annexe 2 du Présent Règlement de consultation
- Formulaire DC2 ou équivalent : Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement ; cadre joint au présent dossier en annexe 3 du Présent Règlement de consultation
- Attestation de régularité du candidat établi en France vis-à-vis de ses salariés : Si le candidat est établi en France, il doit produire une déclaration sur l'honneur justifiant que le travail est effectué par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du code du travail (dans le cas où le candidat emploie des salariés, conformément à l'article D. 8222-5-3° du code du travail) ;
- Redressement judiciaire : Le candidat produit la copie du ou des jugements prononcés, s'il est en redressement judiciaire ;
- Attestation de régularité concernant l'emploi des travailleurs handicapés : Le candidat produit une déclaration sur l'honneur attestant qu'il est en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1, L. 5212-2, L. 5212-5 et L. 5212-9 du code du travail, concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;
- Une déclaration sur l'honneur de l'absence de conflit d'intérêt, cadre joint en annexe 3 du Présent Règlement de consultation

3. Capacité

- Note indiquant son chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations auxquelles se réfère l'offre, réalisée au cours des trois derniers exercices.
- Extrait Kbis de moins de trois mois
- Attestation de régularité fiscale
- Avis d'imposition relatif à la taxe professionnelle de l'exercice précédent
- Attestations de fourniture de déclarations sociales de moins de trois mois
- Attestation de « vigilance » au sens de la Circulaire interministérielle N°DSS/SD5C/2012/186 du 16 novembre 2012 relative à l'attestation de vigilance (obligations déclaratives et paiement des cotisations sociales)
- Avis d'imposition relatif à la taxe professionnelle de l'exercice précédent
- Attestation d'assurances pour les polices d'assurances de l'année en cours
- Une note indiquant :
 - Les effectifs et le taux de personnel d'encadrement, pour chacune des trois dernières années
 - La liste des prestations de même nature fournies au cours des trois dernières années, précisant notamment le montant, la date et le bénéficiaire public ou privé
 - L'organisation de la qualité au sein de l'entreprise
 - L'organisation de la formation au sein de l'entreprise
- Une note décrivant :
 - Le matériel et l'équipement technique ainsi que les moyens logiciels dont il dispose pour l'exécution des prestations ;
 - L'expérience professionnelle du personnel d'encadrement des prestations
 - la copie des diplômes et certificats professionnels ainsi que la copie des aptitudes médicales du personnel d'encadrement.

4. Éléments nécessaires au choix de l'offre

Pour le choix de l'offre, le candidat doit produire les documents suivants :

- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes : dûment complétés et signés par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaire du contrat ;
- LE Bordereau de Prix Unitaires et le Détail Estimatif complété et signé en version pdf signé et en version .xls modifiable ;
- Une note technique qui contiendra l'ensemble des justifications permettant de répondre aux attentes du CCATP, notamment :
 - L'organisation général du candidat pour répondre aux missions et exigences précisées dans le CCATP ;
 - La structure de l'encadrement ainsi que les références des composants de l'organigramme ;
 - La désignation du responsable local désigné (CV, références, formations, connaissances...) avec la définition de la mission ainsi que la désignation de la personne remplaçante ;
 - Les formations des personnels ainsi que le programme de formation ;
 - Les moyens (matériels, équipements, simulateur et gestionnaire d'emploi du temps) ainsi que la présentation de l'uniforme nationale standardisée ;
- Une note de présentation de l'organisation de la gestion managériale et sociale et notamment :
 - Organisation pour la continuité du service, prise en charge de la prestation et calendrier de mise en œuvre ;
 - « Qualité-certification, sécurité, environnement, plan de prévention, Audits. Démarche RSE".

Il est rappelé aux candidats que la signature de l'acte d'engagement vaut acceptation de toutes les pièces contractuelles.

ARTICLE 5 – JUGEMENT DES OFFRES ET ATTRIBUTION DU MARCHÉ

5.1 Jugement des offres

L'offre économiquement la plus avantageuse sera choisie à l'issue d'un classement, selon les critères suivants pondérés :

- Valeur technique, pondérée à 40%, noté sur 15 points puis ramené sur 10 points
 - La non remise de la note technique demandée sera éliminatoire
 - Présentation de la société et Organisation général pour répondre aux exigences de la mission
3 points
 - Structure de l'encadrement, références des composants de l'organigramme (expérience, implication locale)
3 points
 - Responsable local désigné (connu, références, formations, connaissances ...). Définitions précises des missions et désignation de la personne remplaçante en cas d'absence
3 points
 - Formations globales (domaine 11 et autres)
3 points
 - Matériels, équipements, simulateurs et gestionnaire d'emploi du temps. Uniforme nationale standardisée.
3 points
- Critère d'organisation de la gestion managériale et sociale, pondéré à 10%, noté sur 6 points puis ramené sur 10 points
 - La non remise de la note de présentation de l'organisation demandée sera éliminatoire
 - Dispositions sociales - Organisation pour la continuité du service, Organisation, prise en charge de la prestation et calendrier de mise en œuvre
3 points
 - "Qualité-certification, sécurité, environnement, plan de prévention, Audits. Démarche RSE"
3 points

La notation appliquée est la suivante :

- 0 en cas de non-renseignement
- 1 si information fournie sans détail
- 3 si information fournie, détaillée, complète et cohérente avec la mission de sûreté au regard du critère de jugement

- Prix de la prestation telle qu'indiqué dans le détail estimatif, pondéré à 50%, noté sur 10 points en se basant sur la formule suivante :

$$\text{Note Prix prestation} = 10 \times \frac{\text{Prix le plus bas}}{\text{Prix de l'offre étudié}}$$

✓ **Rectification des offres :**

- En cas de discordance constatée dans l'offre, les indications portées en lettres sur l'état des prix forfaitaires et/ou le bordereau de prix unitaires, prévaudront sur toutes autres indications de l'offre et le montant du détail estimatif sera rectifié en conséquence.
- En cas de prix unitaire, les erreurs de multiplication, d'addition ou de report, qui seraient constatées dans ce détail estimatif, seront également rectifiées et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié du détail estimatif qui sera pris en considération.

- Dans le cas de prix forfaitaire, si des erreurs de multiplication, d'addition ou de report, sont constatées dans la décomposition du prix global et forfaitaire, le montant de ce prix ne sera pas rectifié pour le jugement de la consultation, sauf dans le cas exceptionnel où il s'agirait de rectifier une erreur purement matérielle, d'une nature telle que nul ne pourrait s'en prévaloir de bonne foi dans l'hypothèse où le candidat verrait son offre retenue.

Toutefois si le prestataire concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition pour la mettre en harmonie avec le prix forfaitaire ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

- Dans le cas de prix unitaire et si le sous-détail d'un prix unitaire est demandé, si des erreurs de multiplication, d'addition ou de report sont constatées dans ce sous-détail, dans l'offre d'un concurrent, le montant de ce prix ne sera pas rectifié pour le jugement de la consultation, sauf dans le cas exceptionnel où il s'agirait de rectifier une erreur purement matérielle, d'une nature telle que nul ne pourrait s'en prévaloir de bonne foi dans l'hypothèse où le candidat verrait son offre retenue.

Toutefois, si l'entrepreneur concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier ce sous-détail pour le mettre en harmonie avec le prix unitaire correspondant. En cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

5.2 Attribution du contrat

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché produira dans les conditions dans un délai de 15 (quinze) jours à compter de la demande du maître d'ouvrage :

- Les pièces prévues aux articles D 8222- 5 ou D 8222-7 et 8 du Code du travail ;
- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales.

Le candidat établi dans un État autre que la France doit produire un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les États où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

Le candidat devra produire également, en application des articles L 8254-1 et D 8254-2 à 5 du Code du travail, la liste nominative des salariés étrangers employés par le candidat et soumis à l'autorisation de travail mentionnée à l'article L 5221-2-2°. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Les documents visés ci-dessus établis par des organismes étrangers sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

A défaut de produire ces documents dans le délai fixé, l'offre du candidat attributaire sera rejetée et il sera éliminé.

Le candidat suivant sera alors sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires avant que le marché ne lui soit attribué.

Si l'attribution a lieu l'année suivant celle pendant laquelle le candidat attributaire a remis l'enveloppe contenant sa candidature ou son offre, l'attestation d'assurance civile professionnelle en cours de validité sera à remettre dans le même délai. A défaut de présentation il ne pourra être procédé à la signature du marché.

ARTICLE 6 - CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

6.1 Généralités

La remise des candidatures et des offres par voie électronique est obligatoire pour cette consultation. Seul le dépôt du pli dématérialisé est obligatoire ; la signature électronique de l'offre n'est pas obligatoire.

Si le candidat adresse plusieurs offres différentes, seule la dernière offre reçue, dans les conditions du présent règlement, sera examinée.

6.2 Remise des candidatures et des offres sous forme dématérialisée

Le fuseau horaire de référence sera celui de (-04h00 UTC/GMT) Atlantic Standard Time America/Guadeloupe (heure locale de Saint-Martin).

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

A noter que l'offre sera remise au format :

- .pdf « NON SCANNE » : tous les dossiers produits dans l'offre (l'exception de la documentation « matériels »)
- modifiable (EXCEL ou OPENOFFICE) : le bordereau des prix unitaires et le détail estimatif.

Les documents transmis par voie électronique seront rematérialisés après l'ouverture des plis. Les candidats sont informés que l'attribution du marché pourra donner lieu à la signature manuscrite du marché papier.

- Chaque fichier à signer doit être signé individuellement, de telle sorte que chaque signature puisse être vérifiée indépendamment des autres,
- Un dossier zip signé n'est pas accepté comme équivalent à la signature de chaque document qui constitue le dossier zip,

Copie de sauvegarde :

Les candidats peuvent également transmettre, dans les délais impartis pour la remise des plis, une copie de sauvegarde sur support physique électronique (CD-Rom, DVD-Rom, clé USB) ou sur papier. Cette copie est transmise à l'adresse ci-dessous, sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention : « copie de sauvegarde », l'identification de la procédure concernée et les coordonnées de l'entreprise :

EDEIS Aéroport Saint-Martin

Aéroport Saint-Martin Grand case – Route de l'Espérance - 97150 SAINT-MARTIN

Les documents de la copie de sauvegarde doivent être signés (pour les documents dont la signature est obligatoire). Si le support physique choisi est le support papier, la signature est manuscrite. Si le support physique choisi est électronique, la signature est électronique.

Cette copie de sauvegarde pourra être ouverte dans les cas décrits à l'article 2 II de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.

Les plis contenant la copie de sauvegarde, non ouverts, seront détruits à l'issue de la procédure par l'entité adjudicatrice.

ARTICLE 7 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir en temps utile une demande écrite via la plateforme de dématérialisation.

Seules les demandes adressées au moins **10 jours** avant la date limite de réception des offres feront l'objet d'une réponse de la part de l'entité adjudicatrice.

Une réponse sera adressée au plus tard **6 jours** avant la date fixée pour la réception des offres aux candidats ayant téléchargé le dossier de consultation sur la plateforme de dématérialisation après s'être préalablement identifiés

Concernant les informations relatives à la remise des offres dématérialisées, il convient de se reporter à l'article *Conditions d'envoi et de remise des candidatures et/ou des offres* du présent document.

Exclusions de plein droit

1- Sont exclues de la procédure de passation des marchés les personnes qui ont fait l'objet d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues aux articles [222-34 à 222-40](#), [225-4-1](#), [225-4-7](#), [313-1](#), [313-3](#), [314-1](#), [324-1](#), [324-5](#), [324-6](#), [421-1 à 421-2-4](#), [421-5](#), [432-10](#), [432-11](#), [432-12 à 432-16](#), [433-1](#), [433-2](#), [434-9](#), [434-9-1](#), [435-3](#), [435-4](#), [435-9](#), [435-10](#), [441-1 à 441-7](#), [441-9](#), [445-1 à 445-2-1](#) ou [450-1](#) du code pénal, aux articles [1741 à 1743](#), [1746](#) ou [1747](#) du code général des impôts, ou pour recel de telles infractions, ainsi que pour les infractions équivalentes prévues par la législation d'un autre Etat membre de l'Union européenne.

La condamnation définitive pour l'une de ces infractions ou pour recel d'une de ces infractions d'un membre de l'organe de gestion, d'administration, de direction ou de surveillance ou d'une personne physique qui détient un pouvoir de représentation, de décision ou de contrôle d'une personne morale entraîne l'exclusion de la procédure de passation des marchés de cette personne morale, tant que cette personne physique exerce ces fonctions.

Sauf lorsque la peine d'exclusion des marchés a été prononcée pour une durée différente par une décision de justice définitive, l'exclusion de la procédure de passation des marchés au titre du présent article s'applique pour une durée de cinq ans à compter du prononcé de la condamnation.

Cette exclusion n'est pas applicable en cas d'obtention d'un sursis en application des articles 132-31 ou 132-32 du code pénal, d'un ajournement du prononcé de la peine en application des articles 132-58 à 132-62 du même code ou d'un relèvement de peine en application de l'article 132-21 dudit code ou des articles 702-1 ou 703 du code de procédure pénale

2- Sont exclues de la procédure de passation des marchés les personnes qui n'ont pas souscrit les déclarations leur incombant en matière fiscale ou sociale ou n'ont pas acquitté les impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales exigibles. La liste de ces impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales est fixée par un arrêté du ministre chargé de l'économie annexé au présent code. Cette exclusion n'est pas applicable aux personnes qui, avant la date à laquelle l'acheteur se prononce sur la recevabilité de leur candidature, ont, en l'absence de toute mesure d'exécution du comptable ou de l'organisme chargé du recouvrement, acquitté lesdits impôts, taxes, contributions et cotisations ou constitué des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement, ou, à défaut, ont conclu et respectent un accord contraignant avec les organismes chargés du recouvrement en vue de payer les impôts, taxes, contributions ou cotisations, ainsi que les éventuels intérêts échus, pénalités ou amendes.

3- Sont exclues de la procédure de passation des marchés les personnes :

1° Soumises à la procédure de liquidation judiciaire prévue à l'article [L. 640-1](#) du code de commerce ou faisant l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;

2° Qui font l'objet, à la date à laquelle l'acheteur se prononce sur la recevabilité de leur candidature, d'une mesure de faillite personnelle ou d'une interdiction de gérer en application des articles [L. 653-1 à L. 653-8](#) du code de commerce, ou d'une mesure équivalente prévue par un droit étranger ;

3° Admises à la procédure de redressement judiciaire instituée par l'article [L. 631-1](#) du code de commerce ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, qui ne bénéficient pas d'un plan de redressement ou qui ne justifient pas avoir été habilitées à poursuivre leurs activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché.

4- Sont exclues de la procédure de passation des marchés les personnes qui :

1° Ont été sanctionnées pour méconnaissance des obligations prévues aux articles [L. 8221-1](#), [L. 8221-3](#), [L. 8221-5](#), [L. 8231-1](#), [L. 8241-1](#), [L. 8251-1](#) et [L. 8251-2](#) du code du travail ou qui ont été condamnées au titre de l'article [L. 1146-1](#) du même code ou de l'article [225-1](#) du code pénal ;

2° Au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la procédure de passation du marché, n'ont pas mis en œuvre l'obligation de négociation prévue au 2° de l'article [L. 2242-1](#) du code du travail.

Sauf lorsque la peine d'exclusion des marchés a été prononcée pour une durée différente fixée par une décision de justice définitive, l'exclusion prévue au présent article s'applique pour une durée de trois ans à compter la date de la décision ou du jugement ayant constaté la commission de l'infraction. Cette exclusion n'est pas applicable en cas d'obtention d'un sursis en application des articles [132-](#)

[31](#) ou [132-32](#) du code pénal, d'un ajournement du prononcé de la peine en application des articles [132-58](#) à [132-62](#) du code pénal ou d'un relèvement de peine en application de l'article [132-21](#) du code pénal ou des articles [702-1](#) ou [703](#) du code de procédure pénale

5-Sont exclues de la procédure de passation des marchés les personnes qui font l'objet d'une mesure d'exclusion des contrats administratifs en vertu d'une décision administrative prise en application de l'article [L. 8272-4](#) du code du travail.

6-L'acheteur peut, à titre exceptionnel, autoriser un opérateur économique qui serait dans un cas d'exclusion prévu à la présente [section](#) à participer à la procédure de passation d'un marché, à condition que cela soit justifié par des raisons impérieuses d'intérêt général, que le marché en cause ne puisse être confié qu'à ce seul opérateur économique et qu'un jugement définitif d'une juridiction d'un Etat membre de l'Union européenne n'exclut pas expressément l'opérateur concerné des marchés.

La personne qui se trouve dans l'un des cas d'exclusion mentionnés précédemment peut fournir des preuves qu'elle a pris des mesures de nature à démontrer sa fiabilité, notamment en établissant qu'elle a, le cas échéant, entrepris de verser une indemnité en réparation du préjudice causé par l'infraction pénale ou la faute, qu'elle a clarifié totalement les faits ou les circonstances en collaborant activement avec les autorités chargées de l'enquête et qu'elle a pris des mesures concrètes propres à régulariser sa situation et à prévenir une nouvelle infraction pénale ou une nouvelle faute. Ces mesures sont évaluées en tenant compte de la gravité et des circonstances particulières de l'infraction pénale ou de la faute.

Si l'acheteur estime que ces preuves sont suffisantes, la personne concernée n'est pas exclue de la procédure de passation.

Exclusions à l'appréciation de l'acheteur

7- L'acheteur peut exclure de la procédure de passation les personnes qui, au cours des trois années précédentes, ont dû verser des dommages et intérêts, ont été sanctionnées par une résiliation ou ont fait l'objet d'une sanction comparable du fait d'un manquement grave ou persistant à leurs obligations contractuelles lors de l'exécution d'un contrat de la commande publique antérieur.

L'acheteur peut exclure de la procédure de passation les personnes soumises à l'[article L. 225-102-1](#) du code de commerce qui ne satisfont pas à l'obligation d'établir un plan de vigilance comportant les mesures prévues au même article L. 225-102-4, pour l'année qui précède l'année de publication de l'avis d'appel à la concurrence ou d'engagement de la consultation.

L'acheteur peut exclure de la procédure de passation les personnes soumises à l'[article L. 229-25 du code de l'environnement](#) qui ne satisfont pas à leur obligation d'établir un bilan de leurs émissions de gaz à effet de serre pour l'année qui précède l'année de publication de l'avis d'appel à la concurrence ou d'engagement de la consultation.

- 8-** L'acheteur peut exclure de la procédure de passation les personnes qui :
- 1° Soit ont entrepris d'influer indûment sur le processus décisionnel de l'acheteur ou d'obtenir des informations confidentielles susceptibles de leur donner un avantage indu lors de la procédure de passation du marché, ou ont fourni des informations trompeuses susceptibles d'avoir une influence déterminante sur les décisions d'exclusion, de sélection ou d'attribution ;
 - 2° Soit par leur participation préalable directe ou indirecte à la préparation de la procédure de passation du marché, ont eu accès à des informations susceptibles de créer une distorsion de concurrence par rapport aux autres candidats, lorsqu'il ne peut être remédié à cette situation par d'autres moyens.
- 9-** L'acheteur peut exclure de la procédure de passation les personnes à l'égard desquelles il dispose d'éléments suffisamment probants ou constituant un faisceau d'indices graves, sérieux et concordants pour en déduire qu'elles ont conclu une entente avec d'autres opérateurs économiques en vue de fausser la concurrence.
- 10-** L'acheteur peut exclure de la procédure de passation les personnes qui, par leur candidature, créent une situation de conflit d'intérêts, lorsqu'il ne peut y être remédié par d'autres moyens. Constitue une telle situation toute situation dans laquelle une personne qui participe au déroulement de la procédure de passation du marché ou est susceptible d'en influencer l'issue a, directement ou indirectement, un intérêt financier, économique ou tout autre intérêt personnel qui pourrait compromettre son impartialité ou son indépendance dans le cadre de la procédure de passation du marché.
- 11-** L'acheteur qui envisage d'exclure une personne en application de la présente section doit la mettre à même de fournir des preuves qu'elle a pris des mesures de nature à démontrer sa fiabilité et, le cas échéant, que sa participation à la procédure de passation du marché n'est pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement des candidats.

La personne établit notamment qu'elle a, le cas échéant, entrepris de verser une indemnité en réparation des manquements précédemment énoncés, qu'elle a clarifié totalement les faits et les circonstances en collaborant activement avec les autorités chargées de l'enquête et qu'elle a pris des mesures concrètes propres à régulariser sa situation et à prévenir toute nouvelle situation mentionnée aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10. Ces mesures sont évaluées en tenant compte de la gravité et des circonstances particulières attachées à ces situations.

Si l'acheteur estime que ces preuves sont suffisantes, la personne concernée n'est pas exclue de la procédure de passation de marché.

ANNEXE 2 – DC1 – LETTRE DE CANDIDATURE

LETTRÉ DE CANDIDATURE

A - Identification de l'acheteur

EDEIS AÉROPORT SAINT-MARTIN
Aéroport de Saint-Martin Grand Case
Route de l'Espérance
97150 SAINT-MARTIN

B - Objet de la consultation

L'exécution de différentes prestations énumérées ci-après :

1. L'inspection filtrage des passagers et de leurs bagages de cabine (ultérieurement dit IFPBC) ;
2. L'inspection filtrage des bagages de soute (ultérieurement dit IFBS) ;
3. Le contrôle d'accès et/ou l'inspection filtrage des équipages et du personnel aéroportuaire avec surveillance et gestion des accès (ultérieurement dit IFP) ;
4. L'inspection filtrage des personnes et des véhicules ;
5. Rondes et patrouilles.
6. Délivrance et récupération des TCA Accompagné, TCA Temporaire et LPV.
7. Surveillance permanente de la ZPAR

Lieu d'exécution :
Aéroport Saint Martin Grand Case (97150)

C - Objet de la candidature

La candidature est présentée pour l'ensemble du contrat

D - Présentation du candidat

Le candidat se présente seul :

☐ Nom commercial et dénomination sociale de l'unité ou de l'établissement qui exécutera la prestation :

☐ Adresses postale et du siège social (si elle est différente de l'adresse postale) :

☐ Adresse électronique :

☐ Numéros de téléphone et de télécopie :

☐ Numéro SIRET, à défaut, un numéro d'identification européen ou international ou propre au pays d'origine de l'opérateur économique issu d'un répertoire figurant dans la liste des ICD :

E - Engagements du candidat individuel ou de chaque membre du groupement

E1 – Exclusions de la procédure

Le candidat individuel, ou chaque membre du groupement, déclare sur l'honneur ne pas entrer dans l'un des cas d'exclusion indiqués à l'annexe 1 du règlement de consultation.

Afin d'attester que le candidat individuel, n'est pas dans un de ces cas d'exclusion,

cocher la case suivante : ☐

E2 - Capacités

Le candidat individuel produit, aux fins de vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles :

☐ le formulaire DC2.

☐ les documents établissant ses capacités, tels que demandés dans les documents de la consultation (*).

ANNEXE 3 – DC2 – DECLARATION DU CANDIDAT

DECLARATION DU CANDIDAT INDIVIDUEL

A - Identification de l'acheteur

EDEIS AEROPORT SAINT-MARTIN

Aéroport de Saint-Martin Grand Case
Route de l'Espérance
97150 SAINT-MARTIN

B - Objet de la consultation

L'exécution de différentes prestations énumérées ci-après :

1. L'inspection filtrage des passagers et de leurs bagages de cabine (ultérieurement dit IFPBC) ;
2. L'inspection filtrage des bagages de soute (ultérieurement dit IFBS) ;
3. Le contrôle d'accès et/ou l'inspection filtrage des équipages et du personnel aéroportuaire avec surveillance et gestion des accès (ultérieurement dit IFP) ;
4. L'inspection filtrage des personnes et des véhicules ;
5. Rondes et patrouilles.
6. Délivrance et récupération des TCA Accompagné, TCA Temporaire et LPV.
7. Surveillance permanente de la ZPAR

Lieu d'exécution :

Aéroport Saint Martin Grand Case (97150)

C - Identification du candidat individuel

□ Nom commercial et dénomination sociale de l'unité ou de l'établissement qui exécutera la prestation, adresse postale et adresse postale du siège social (si elle est différente de l'adresse postale), adresse électronique, numéros de téléphone et de télécopie, numéro SIRET, à défaut, un numéro d'identification européen ou international ou propre au pays d'origine du candidat issu d'un répertoire figurant dans la liste des ICD :

➤ *Nom commercial et dénomination sociale de l'unité ou de l'établissement qui exécutera la prestation :*

➤ *Adresse postale et adresse postale du siège social (si elle est différente de l'adresse postale) :*

➤ *Adresse électronique :*

➤ *Numéros de téléphone et de télécopie :*

➤ *Numéro SIRET, à défaut, un numéro d'identification européen ou international ou propre au pays d'origine de l'opérateur économique issu d'un répertoire figurant dans la liste des ICD :*

➤ *Forme juridique du candidat individuel ou du membre du groupement (entreprise individuelle, SA, SARL, EURL, association, établissement public, etc.) :*

E - Renseignements relatifs à l'aptitude à exercer l'activité professionnelle concernée par le contrat

E1 - Renseignements sur l'inscription sur un registre professionnel :

E2 - Le cas échéant, indication de l'autorisation spécifique dont le candidat doit être doté ou de l'organisation spécifique dont il doit être membre pour pouvoir fournir, dans son pays d'origine, le service concerné :

F - Renseignements relatifs à la capacité économique et financière du candidat

F1 - Chiffres d'affaires hors taxes des trois derniers exercices disponibles

	Exercice du au	Exercice du au	Exercice du au
Chiffre d'affaires global (ne remplir que pour les exercices pour lesquels ce renseignement est demandé par l'acheteur)			
Part du chiffre d'affaires concernant les fournitures, services, ou travaux objet du marché (si demandé par l'acheteur)	%	%	%

Lorsque les informations sur le chiffre d'affaires ne sont pas disponibles pour la totalité de la période demandée, indication de la date à laquelle l'opérateur économique a été créé ou a commencé son activité :

...../...../.....

G - Renseignements relatifs à la capacité technique et professionnelle du candidat individuel

G1 - Le candidat ne fournit que les renseignements demandés par l'acheteur au titre de la capacité technique et professionnelle (Cf. Art 4 – alinéa 3 du règlement de consultation), qu'il peut récapituler ci-après

ANNEXE 4 - DECLARATION SUR L'HONNEUR

Je soussigné (e) , agissant en qualité de

déclare sur l'honneur

que l'entreprise (Nom et adresse)

.....

.....

.....

.....

inscrite au registre du commerce et/ou registre des métiers sous le numéro

déclare sur l'honneur ne pas entrer dans l'un des cas d'exclusion indiqués en Annexe 1 du Règlement de Consultation.

Fait à
Le
Signature